

N°325

2€30

# BILLETS D'AFRIQUE

FÉVRIER 2023



MENSUEL D'INFORMATION SUR LA FRANÇAFRIQUE ÉDITÉ PAR L'ASSOCIATION SURVIE

## L'ÉCOLOGIE A BON DOS

Génocide des Tutsis / Histoire coloniale

## Orano nuit toujours

Au Niger, l'une des deux filiales d'Orano (ex-Areva), la Cominak, a fermé il y a deux ans, mais 40 millions de tonnes de boues radioactives résultant de 50 années d'exploitation sont restées entreposées en plein air, exposées à l'érosion et aux vents. L'entreprise française, qui a toujours nié les conséquences environnementales et sanitaires de l'exploitation de l'uranium dans le pays, a finalement décidé de recouvrir les déchets « par une couche d'argile et de grès, de 2 mètres d'épaisseur » (radiofrance.fr, 23/01/23). « De l'argile et de la roche, ce n'est pas assez étanche et solide pour tenir des centaines de milliers d'années », dénonce la Commission de recherche et d'informations indépendantes sur la radioactivité (Criirad). L'association s'inquiète aussi de la pollution des nappes phréatiques, et réclame un accès aux résultats détaillés des analyses des eaux souterraines réalisées par Orano. « La compagnie a été obligée d'implanter des pompes spéciales pour pomper les eaux contaminées et les renvoyer à l'intérieur du site. Le problème, c'est que dans le dossier de la Cominak, on peut lire que ce pompage pourrait ne plus être fonctionnel dans quelques décennies et à ce moment-là, la contamination va se déplacer vers la zone des captages d'eau potable, voire au-delà », explique l'ingénieur en physique nucléaire Bruno Chareyron (rfi.fr, 18/01/23). Pour informer sur la situation, la Criirad a réalisé une vidéo et quatre podcasts à écouter sur son site.

## Arrière-garde

L'affaire ne fait plus débat : en 2014, ce sont les forces spéciales françaises du COS (commandement des opérations spéciales) qui ont exfiltré l'ancien dictateur Burkinabè Blaise Compaoré après l'insurrection populaire qui a conduit à sa chute. Plusieurs journaux sont revenus sur les faits, et des officiels français les ont

même justifiés : si la France a permis à Compaoré d'échapper à la justice de son pays, ce serait pour éviter que le sang ne coule (le sien ou celui des manifestants, selon les versions). Mais Jean Guisnel, le journaliste spécialisé Défense du magazine *Le Point*, n'est pas de cet avis : les forces spéciales françaises « n'interviennent évidemment pas dans la situation intérieure du pays », soutient-il, « et lorsque le président Blaise Compaoré a été renversé par un putsch (sic) en octobre 2014, elles n'ont pas aidé à son évacuation du pays. » Ça n'est pas sa première manipulation pour défendre l'image de l'armée française, mais on l'a connu plus habile...

## Momies françaises en Egypte

La câlinothérapie prodiguée (pour booster les ventes d'armes françaises) au dictateur égyptien par Macron et son ancien ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, n'était visiblement pas suffisante. Le Sénat français, sous la houlette de son président Gérard Larcher, initie un programme de coopération avec son homologue égyptien, dont un tiers des membres est directement désigné par le chef de l'État. Alors que le régime égyptien est aujourd'hui l'un des plus répressifs de la planète, qui compte des milliers de prisonniers d'opinion et où la torture est banalisée, « le programme que devrait proposer Gérard Larcher comprend un volet sur la formation des sénateurs et des agents de cet organe législatif. Cet appui technique concernera plus particulièrement l'élaboration des amendements ainsi que leur gestion informatique, indispensable lorsqu'ils sont déposés en grand nombre », nous apprend Africa Intelligence (19/01/2023). Grâce au Sénat français, on sent déjà un puissant vent de liberté souffler sur l'Égypte...

## Carpette diplomatique

Le « Qatargate », cette affaire de corruption et d'ingérence mise au jour au Parlement européen a aussi mis sur le devant de la scène les relations entre le Maroc et les institutions européennes, puisqu'il est rapidement apparu que le Qatar s'était appuyé sur des réseaux pré-existants du royaume chérifien. En décembre 2022, les députés ont voté une résolution

contre le Qatar, mais grâce à une courte majorité, le Maroc a été épargné. Pour la première fois depuis 27 ans, le Parlement européen a néanmoins voté le 19 janvier un texte critique demandant à Rabat de respecter la liberté de la presse et de libérer plusieurs journalistes emprisonnés, dont Omar Radi. La résolution a été adoptée en l'absence des députés du groupe PPE (droite), mais par une très large majorité des présent.e.s. « Toute la délégation Renaissance, à commencer par Stéphane Séjourné, très proche conseiller d'Emmanuel Macron, a bien voté ce texte sans ciller - on pensait donc jusqu'alors qu'il s'agissait bien de la position française », commente Mediapart (06/02/23). C'était compter sans le fameux « en même temps » macronien. Quelques jours plus tard, Christophe Lecourtier, nouvel ambassadeur de France au Maroc, nommé pour aplanir les crispations entre les deux pays, s'affiche en Une de l'hebdomadaire marocain *Tel Quel* avec cette citation : « La résolution du Parlement européen n'engage aucunement la France ». Le respect des droits humains non plus...

## Incurable

Invité à s'exprimer sur RFI et France 24 dix ans après le lancement de l'opération Serval au Mali, l'ancien président défend son bilan, et même celui de son successeur. Interrogé sur l'existence de « preuves irréfutables, par le renseignement humain ou technique, qu'en effet, les jihadistes allaient fondre sur Bamako » en 2013, Hollande s'accroche à la version officielle (« Oui. Nous avons des éléments d'information. ») mais met de l'eau dans son vin : « Peut-être se seraient-ils arrêtés en chemin, nous n'en savons absolument rien. » Interrogé sur l'efficacité de Barkhane, il explique : « Nous leur avons fait subir des pertes très importantes, y compris au niveau de leur direction. Mais dès lors qu'il y a eu le retrait des forces françaises, les jihadistes qui avaient gardé des positions les ont encore élargies et se sont déployés sur d'autres terrains. » Comme si la dégradation sécuritaire dans la région n'avait commencé qu'après le départ de l'armée française du Mali ! Quant à la question de Macron et du Tchad, il se veut compréhensif : « Ce n'est pas un véritable coup d'État qui s'est produit. C'était disons une succession militaire ». Ce qu'il y a de bien avec François Hollande, c'est qu'on est rarement déçu en matière d'humour involontaire.



**Bulletin fondé en 1993** par François-Xavier Verschave - **Directrice de la publication** Pauline Tétillon - **Comité de rédaction** R. Granvaud, O. Tobner, R. Doridant, M. Bazin, P. Tétillon, T. Noirot, E. Cailleau, M. Lopes, J. Poirson, N. Butor - **Ont contribué à ce numéro** A. Bigo - **Image de couverture** : Vue de la route économique vers Franceville, Gabon, CC Jbdodane - **Édité par** Association Survie, 21 ter rue Voltaire - 75011 Paris - **Tél.** (+33)9.53.14.49.74 - **Web** <http://survie.org> et <https://twitter.com/Survie> - **Commission paritaire** n°0226G87632 - **Dépôt légal** février 2023 - ISSN 2115-6336 - **Imprimé par** Imprimerie Notre-Dame, 80 rue Vaucanson, 38830 Montbonnot Saint Martin

Lors du dernier sommet de la Francophonie, Emmanuel Macron se prétend « le président d'une nouvelle relation avec l'Afrique ». Pourtant, incapable d'autocritique, il clame à qui veut bien l'entendre que le rejet de la politique française en Afrique n'est dû qu'à des manipulations extérieures... Et dans le même temps, depuis plusieurs mois, il multiplie ses rencontres avec les pires dictateurs sans même s'en cacher. Notamment avec les piliers de la Françafrique.

Il recevait Mahamat Idriss Déby à l'Élysée le 6 février dernier, trois mois à peine après la terrible répression d'octobre 2022 qui a fait plusieurs dizaines de morts – le chiffre réel n'est pas connu – et alors que des centaines de militants restent emprisonnés dans la prison de haute sécurité de Toro Koro. Les militants tchadiens de la société civile et de partis politiques d'opposition qui manifestaient place de la République à Paris le 13 février dernier à la mémoire des victimes de la dictature tchadienne n'ont pas eu cet honneur. La priorité reste le maintien d'une bonne relation avec le Tchad, partenaire d'autant plus essentiel pour le dispositif militaire au Sahel que les soldats français ont été congédiés par le Mali et par le Burkina Faso.

Macron multiplie aussi les rendez-vous avec Sassou Nguesso, le président criminel du Congo-Brazzaville depuis 25 ans – reçu en décembre dernier et qui l'accueillera début mars – et avec Ali Bongo avec lequel il a annoncé, en marge de la COP 27 en Égypte en novembre dernier la tenue d'un événement au Gabon tout début mars. Pour ces rencontres, c'est la préservation des forêts qui sert de prétexte.

En effet, le Gabon accueille les 1er et 2 mars 2023 le

*One Forest Summit*, une déclinaison des *One Planet Summit* lancés en 2017 par Emmanuel Macron, l'ONU et la Banque mondiale qui « rassemblent de nombreux décideurs de tous horizons afin d'identifier et d'accélérer des initiatives transformatrices et le financement de solutions en faveur du climat, de la biodiversité et des océans. » Ces « *One Summit* », déclinés sur divers thèmes (océans, énergie, forêt...) sont des instruments clef de la diplomatie environnementale d'Emmanuel Macron qui se prétend en pointe sur ces questions.

Ainsi, Emmanuel Macron et Ali Bongo, dictateur ayant succédé à son père à la tête du Gabon en 2009 et qui

prépare sa succession pour l'élection présidentielle prévue courant 2023, coprésideront à Libreville un sommet censé œuvrer à la préservation des forêts tropicales, accueillant politiques, organisations

de société civile et de recherche et entreprises. Une hypocrisie totale : les véritables responsables de la déforestation pourront pérorer à la tribune et n'auront de cesse de communiquer sur leur engagement pour préserver la biodiversité et le climat. Un signe qui ne trompe pas : la journaliste de Libération Maria Margaldis, qui avait déjà dénoncé cette hypocrisie par le passé, s'est vue interdite de sommet malgré son visa !

En instrumentalisant les questions environnementales (sur le dos d'acteurs de la recherche et d'organisations de la société civile sincèrement engagés, qui sont associés à cette rencontre), la Françafrique à l'ancienne montre son talent à se recycler de façon permanente sous de nouvelles couleurs : celles du greenwashing !

*Juliette Poirson*

## RECYCLAGE

Ce numéro de février est exceptionnellement plus court (8 pages au lieu des 12 habituelles) mais vous recevrez en mars un numéro de 16 pages.

## Sommaire

- |   |                                                                         |   |                                                                         |
|---|-------------------------------------------------------------------------|---|-------------------------------------------------------------------------|
| 2 | BRÈVES                                                                  | 5 | PORTRAIT Joseph Gallieni : de la conquête à la contre-insurrection      |
| 3 | ÉDITO Recyclage                                                         | 6 | GABON « Nous refusons l'instrumentalisation de la question écologique » |
| 4 | GÉNOCIDE DES TUTSIS France terre d'asile... pour génocidaires rwandais? |   |                                                                         |

# FRANCE TERRE D'ASILE... POUR GÉNOCIDAIRES RWANDAIS ?

**Suspecté d'avoir une responsabilité personnelle dans le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994, l'ancien chef du renseignement militaire rwandais au moment du génocide, Aloys Ntiwiragabo, tente de faire taire une journaliste scandalisée par l'inaction des autorités françaises à son égard.**

**A**u départ, un article de Mediapart de juillet 2020 signé par Théo Englebert, révélant la découverte de la présence près d'Orléans d'un discret Rwandais dont la demande d'asile avait été refusée à cause de ses fonctions avant, pendant et après le génocide des Tutsis<sup>1</sup>. Ce scoop est relayé par Edwy Plenel : « Qui pourrait se douter que ce septuagénaire aux larges lunettes est en réalité Aloys Ntiwiragabo, l'ancien maître espion du Rwanda, l'un des architectes présumés du génocide des Tutsis, le fondateur et dirigeant d'un groupe armé parmi les pires d'Afrique centrale, recherché des années durant par la justice internationale ? »

Le groupe armé en question est les « Forces Démocratiques de Libération du Rwanda » (FDLR), issu des armées génoci-

dares défaites, enfuies avec la complicité de l'opération Turquoise en République du Congo (ex-Zaïre), réorganisées avec le soutien de la France pour menacer le Rwanda d'une reconquête armée. Les FDLR deviennent les supplétifs des forces armées congolaises et entretiennent l'anti-tutsisme, en recrudescence inquiétante actuellement.

## Un « nazi africain » ?

Surprise, découvrant que cet acteur majeur se trouve sur le sol français, Maria Malagardis, journaliste à *Libération*, réagit sur Twitter<sup>2</sup> en interpellant les autorités françaises : « Un nazi africain en France ? Quelqu'un va réagir ? ». Le 29 juillet 2020, Aloys Ntiwiragabo attaque en justice Maria Malagardis pour « injure publique ».

C'est ce 19 janvier 2023, au tribunal de Paris, que le procès a eu lieu. Comme elle l'a expliqué : « J'ai réagi après avoir lu l'article. C'est une réaction spontanée, à la hauteur de cette découverte exceptionnelle. Il n'a pas été jugé et il est donc présumé innocent, mais la fonction qu'il a occupée en 1994 pose question. [...] Ntiwiragabo était le chef des renseignements pendant toute la durée du génocide ; on ne peut pas lui imputer de crime en particulier mais il a une responsabilité historique. Il est cité dans plusieurs ouvrages : Guichaoua le décrit comme « l'un des officiers les plus fanatiques » et d'autres livres le mentionnent aussi. J'ai bien conscience que c'est une qualification dure mais le parallélisme avec la Shoah a été établie : l'expression a été appliquée à des gens qui ont eu des postes importants. Dans *Libération*, l'historien Jean-Pierre Chrétien a publié une tribune parlant de « nazisme tropical » en 1994 : c'est une citation qui fait référence à une situation historique. Le parallélisme a même été fait dans une cour de justice : à l'issue

du procès de 4 Rwandais à Bruxelles en 2001, le Procureur Alain Winants a fait ce parallèle dans son réquisitoire. » Elle s'appuie sur un livre de trois journalistes allemands qui soulignent la fascination des dirigeants FDLR pour le Troisième Reich<sup>3</sup>.

## Douce France...

Ntiwiragabo n'est pas un cas isolé. Depuis 1994, les pouvoirs politiques français successifs ont laissé des suspects de génocide de premier plan s'installer sur notre sol. La justice française tolère leur présence, en refusant systématiquement (contrairement à un nombre croissant de juridictions, notamment la Cour européenne des droits de l'Homme) de les extraditer vers le Rwanda pour qu'ils y soient jugés, tout en n'ayant pas les moyens de les juger dans des délais raisonnables. C'est peut-être pourquoi la diaspora des extrémistes hutus se permet tous les culots sur le territoire français.

Aloys Ntiwiragabo est visé par une instruction judiciaire ouverte par le Parquet pour « crime contre l'humanité » suite aux révélations de Mediapart, et par une notice rouge d'Interpol. Sous la pression, les institutions françaises semblent s'attaquer peu à peu à l'impunité des responsables du génocide des Tutsis. Quand affronteront-elles la réalité de la complicité de l'État français dans ce génocide ?

*André Bigo*

Comme le rappelle l'historien Vincent Duclert [\*], l'ancien premier ministre Michel Rocard a validé l'expression « nazisme tropical » à propos du génocide des Tutsis, dans un rapport qu'il a rédigé en 1997 : « Le génocide de 1994 au Rwanda n'est pas une de ces péripéties incompréhensibles propres au continent africain. Il est le résultat de l'image que ses premiers colonisateurs allemands lui ont fabriquée, que ses administrateurs et ses missionnaires belges lui ont appliquée, que ses élites ont adoptée, qu'un pouvoir menacé a transformé en "nazisme tropical" ».

[\*] Vincent Duclert, « Michel Rocard, le Rwanda et le génocide des Tutsi : un engagement révélé », sur le site MichelRocard.org

1. Théo Englebert, « Aloys Ntiwiragabo, pilier présumé du génocide des Tutsis, se terre en France », Mediapart, 24 juillet 2020

2. <https://mobile.twitter.com/mariamalagardis/status/1286564551488569350>

3. Dominic Johnson, Simone Schlindwein et Bianca Schmolze, « Les FDLR, histoire d'une milice rwandaise », Ch. Links Verlag

# JOSEPH GALLIENI : DE LA CONQUÊTE À LA CONTRE-INSURRECTION

**Connu et célébré pour son rôle dans l'épisode des taxis de la Marne en 1914, Joseph Gallieni a été avant tout l'un des plus ardents architectes du colonialisme français, aussi bien dans sa carrière militaire que dans sa théorisation des méthodes de colonisation.**

**D**es rues, des statues, une station du métro parisien, des lycées (dont un à Madagascar) : le nom de Joseph Gallieni est honoré dans l'espace public en France comme dans ses ex-colonies. Un épisode rocambolesque du début de la Grande Guerre explique l'entrée de ce personnage dans la légende républicaine : celui des taxis de la Marne. Début septembre 1914, le général Gallieni (alors gouverneur militaire de Paris) ordonne la réquisition de plus d'un millier de taxis pour transporter des soldats jusqu'au front. Cette réquisition aurait joué un rôle décisif dans la mise en échec de l'armée allemande au cours de la bataille de la Marne. Mais à cette époque, Joseph Gallieni était déjà un homme âgé - il mourra d'ailleurs deux ans plus tard - avec derrière lui une longue carrière militaire... consacrée à l'expansion coloniale française.

## Une vie au service du colonialisme français

Né en 1849 en Haute-Garonne, Joseph Gallieni intègre Saint-Cyr en 1868 et en ressort sous-officier dans l'infanterie de marine. Après avoir combattu pendant la guerre franco-allemande de 1870, il est envoyé à la Réunion, où il reste de 1872 à 1875. C'est le début d'un engagement colonial qui durera plus de trente ans.

Fin 1876, il embarque pour Dakar où il est affecté au corps des tirailleurs sénégalais. Il prend part à l'avancée vers l'est africain et participe notamment à la prise de Sabouciré en 1878. En s'appuyant sur des soutiens locaux, et malgré une sévère déconvenue face aux Bambaras, il parvient à occuper militairement en 1880, entre le Haut-Sénégal et la rive droite du Niger, un territoire érigé en colonie sous le nom de Soudan en 1890.

Après un détour en Martinique de 1883 à 1886, il revient en Afrique de l'Ouest en tant que commandant supérieur du territoire du Haut-Fleuve (colonie du Sénégal). Il y consolide l'emprise française face aux résistances

menées par Ahmadou Tall, souverain de l'Empire toucouleur de Ségou (Mali actuel), et Samory Touré, fondateur de l'empire Wasoulou (Guinée, Mali et Côte d'Ivoire actuels), n'hésitant pas à réprimer dans le sang une tentative d'insurrection. C'est à cette occasion qu'il réalise l'importance de consigner les détails de la conquête pour favoriser le succès de futures entreprises similaires.

## La méthode Gallieni

Revenu en France en 1888, le désormais colonel Gallieni rejoint en 1892 le Tonkin (Viêt Nam actuel). Cette région, sous souveraineté française depuis 1885, constituait un vivier de résistances qui la rendaient difficilement gouvernable. La mission de Gallieni est donc de « pacifier » le Tonkin et de permettre à la France d'en exploiter toutes les richesses. Fort de son expérience au Sénégal, il commence alors à théoriser et à mettre en pratique ce qui deviendra « la méthode Gallieni-Lyautey » (du nom d'Hubert Lyautey, un militaire qu'il rencontre en 1894 et qui mettra en forme ses enseignements).

Il s'agit d'abord de s'appuyer au maximum sur les institutions et populations locales pour s'attirer la sympathie des colonisés et diminuer les dépenses : « Toute action politique dans la colonie doit consister à discerner et mettre à profit les éléments locaux utilisables, à neutraliser et détruire les éléments locaux non utilisables. »

Au Tonkin, cela se traduit par la création de colonnes qui intègrent des soldats indigènes et européens et par l'armement des populations locales contre les pirates qui y règnent. Il arrive à mettre ces derniers en échec et à obtenir le contrôle total du territoire en 1896, ce qui constituera un tremplin pour la colonisation complète de l'Indochine. L'une des clés de cette conquête est la doctrine de la « tache d'huile », pierre angulaire de la méthode Gallieni qui consiste à partir d'un point central et à avancer progressivement sur tout le territoire à coup d'installations

d'avant-postes et d'organisation administrative - une « action combinée de la politique et de la force ».

## Gallieni fait tache d'huile

Devenu en 1896 général de brigade et résident général de Madagascar, Gallieni y applique la méthode mise au point au Tonkin. Il impose le travail forcé aux indigènes, place sous surveillance la cour royale qui résiste à la force coloniale et fait exécuter l'oncle de la reine Ranavalona III et son ministre de l'Intérieur pour rébellion. Début 1897, la reine sera même déchuée et exilée, ce qui marquera la fin de l'indépendance du royaume. En 8 ans de répression coloniale, de 100 000 à 700 000 Malgaches sont tués. Gallieni reconnaîtra dans une lettre en 1899 qu'il a « dû avoir la main lourde » à son arrivée sur l'île...

Il applique aussi à Madagascar la « politique des races » en s'appuyant sur certaines populations tout en dévalorisant d'autres. Si selon lui, « le Malgache, avant tout, cherche à ne rien faire », il voit les Hovas comme « une race industrielle, laborieuse et âpre au gain » tout en estimant que « les Betsileos sont des paresseux incorrigibles ».

Rentré en France en 1905, il consacre le reste de sa carrière à préparer la revanche contre l'Allemagne, ce qui lui vaudra d'entrer dans la postérité grâce aux taxis de la Marne. Mais le véritable héritage de Gallieni est celui de ses exactions coloniales et surtout de sa méthode, qui sera utilisée par les théoriciens de la contre-insurrection (comme David Galula en Algérie) au cours des guerres d'indépendances des années 1950-1960, et qui continue d'inspirer les militaires français aujourd'hui. La stratégie de la « tache d'huile (...) C'est ce que nous essayons de faire au Mali depuis dix-huit mois », expliquait par exemple le chef d'état-major des armées françaises, le général Lecointre, aux parlementaires français en novembre 2019...

*Nicolas Butor*

## GABON

# « NOUS REFUSONS L'INSTRUMENTALISATION DE LA QUESTION ÉCOLOGIQUE »

**Bernard Christian Rekoula, militant de la société civile gabonaise, est un des initiateurs du Copil citoyen. Impliqué dans la défense des populations, de l'environnement et la lutte contre la corruption et la dictature, il est à l'origine d'une plainte au Gabon contre le 2ème groupe pétrolier français, Perenco. Menacé, il a dû fuir pour la France fin 2022. Il dénonce la mascarade du « One Forest Summit », coprésidé par Ali Bongo et Emmanuel Macron début mars 2023.**

**Vous êtes arrivé en France suite à des menaces au Gabon, pourriez-vous nous expliquer ce qui vous a amené à fuir ?**

**Bernard Christian Rekoula :** Je suis diplômé en management de l'information et la communication et militant des droits de l'Homme. Je suis initiateur du Copil citoyen, créé en 2021 avec d'autres membres de la société civile comme Marc Ona, Georges Mpaga, Marcel Libama, Geoffroy Fokoula – son actuel porte-parole –, Judith Justine Lekogo pour lutter contre les injustices vécues par les citoyens. Le Copil a lancé des actions si marquantes et a des membres tellement forts que le gouvernement tente de le démanteler de façon insidieuse et par des menaces et emprisonnements, par exemple contre des proches de Marcel Libama ou contre Jean Rémy Yama, président de la plus grande fédération syndicale du Gabon, récemment emprisonné pour des raisons fallacieuses.

Moi aussi, je dérange énormément parce que je capte des preuves (vidéos, audio, repères GPS quand il le faut), je fais des documentaires (web-documentaires ou documentaires pour des chaînes de télévision internationales) dont l'impact est retentissant. Je faisais donc partie des personnes qu'il fallait coûte que coûte réduire au silence.

Je suis arrivé en France en décembre 2022 suite à une série d'événements : intimidations policières, commandos et menaces de mort sur moi et sur ma famille, harcèlement judiciaire, appels au tribunal pour passer en jugement sur des dossiers fantômes. La goutte d'eau a été une tentative de kidnapping dont j'ai été informé dans les dernières minutes par de hautes personnalités du

pays. Ayant la double nationalité gabonaise et française, je me suis réfugié à la base militaire française. J'ai été auditionné par des agents de la DGSE (les services de renseignement), par des hauts gradés et gendarmes français avant qu'ils ne me mettent tout bonnement à la porte malgré les menaces qui pesaient sur moi, certainement sur recommandation de l'ambassade au vu de ce qui s'est passé ensuite. J'ai réussi à joindre l'ambassade de France et les portes m'ont été fermées : étant gabono-français au Gabon, eux considéraient que j'étais Gabonais ! Ils m'ont invité à aller me cacher chez un ami. J'ai dû me rendre à l'ambassade des États-Unis. Horrifiés par mon récit, certains responsables ont appelé l'ambassade de France pour leur demander des comptes, vu le travail que je faisais et les menaces qui pesaient sur moi !

L'ambassade m'a donc reçu et j'ai dû leur réexpliquer ce qui se passait et ils m'ont alors dit qu'ils ne pouvaient rien pour moi, qu'ils étaient limités par la convention de Genève, mais que si je voulais fuir le pays avec ma famille, ils pourraient peut-être m'aider et que si je me faisais arrêter, ils feraient tout pour que mes droits soient respectés. J'ai un peu rigolé : un Français, Brice Laccruche, un ancien conseiller d'Ali Bongo, est sans cesse torturé dans les cachots de Libreville, sans que ses droits soient respectés... Des militants m'ont organisé une planque où je suis resté pendant un mois. Des journalistes avec lesquels je travaille (dont France 24) ont mobilisé le Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU, un député de La France insoumise a interpellé la ministre des Affaires étrangères en lui demandant des explications sur les autorités consulaires au Gabon. A partir de là, les au-

torités françaises ont contacté mon épouse pour prendre de mes nouvelles et voir comment faciliter le déplacement de ma famille vers la France. De hauts gradés gabonais ont alors tout fait pour entrer en contact avec moi, disant que c'était un malentendu. J'ai refusé de les rencontrer. J'ai quitté le Gabon en secret via un pays frontalier, d'où je suis venu en France. (...) Je suis soutenu par des associations comme Frontline defenders, Freedom house, l'observatoire des défenseurs de la FIDH, Tournons la page Gabon auquel je suis affilié, le Copil citoyen.

**Vous êtes instigateur d'une plainte contre Perenco au Gabon. Peut-on revenir sur votre travail sur les agissements de cette entreprise ?**

La plainte a été initiée par le ROLBG, le Réseau des organisations libres pour la bonne gouvernance au Gabon, présidé par Georges Mpaga, moi et un député indépendant, de la région impactée d'Etimboué, suite au refus de Perenco de collaborer avec la société civile quant aux dégâts environnementaux que nous avons constatés dans la région d'Etimboué. Il s'agissait de rejets d'hydrocarbures dans la nature, dans des rivières, dans des lagunes, en mer ou encore des rejets de gaz toxiques (sulfure d'hydrogène) à proximité d'habitations ou d'écoles, en pleine nature ou dans les cours d'eau, provoquant des dégazages qui occasionnent la mort d'animaux. Suite à ces constats, nous avons écrit à Perenco pour dialoguer mais Perenco nous a snobés et a rejeté le mémorandum que nous lui avons soumis, nous faisant comprendre qu'elle n'avait de comptes à rendre à personne si ce n'est à l'État gabonais. En 2021, nous avons donc décidé de trainer Perenco en justice afin de

la contraindre à rendre des comptes non pas à l'État gabonais mais au peuple gabonais, aux habitants des régions concernées et à la communauté internationale – la question de l'environnement dépasse les frontières du Gabon.

### Quelle chance a la plainte d'aboutir au Gabon ?

Honnêtement, elle n'a aucune chance de prospérer au Gabon parce que ce n'est pas qu'une question de pollution. Cela fait ressortir des questions de corruption qui impliquent certaines élites du pays et notamment la famille présidentielle qui possède officiellement des puits de pétrole gérés par Perenco<sup>1</sup>. Ces puits de pétrole ont été achetés à Total qui les avait elle-même hérités d'Elf. Nul besoin de vous refaire un historique de toute la mafia tournant autour de cette entreprise d'État française ! Les puits de pétrole sont à l'État gabonais mais une partie des revenus est détournée pour le compte de la famille présidentielle : j'ai eu confirmation par des travailleurs de Perenco et des hauts cadres que ces pratiques ont encore lieu. Au-delà de la pollution, Perenco ne respecte pas certaines normes de travail et de production pétrolière. Elle peut le faire car elle est en intelligence avec la famille présidentielle<sup>2</sup>.

La plainte n'a pas de chances d'aboutir. J'en veux pour preuve qu'elle a été rejetée au début, avant que nous puissions médiatiser et attirer la lumière sur cette plainte. Ensuite Perenco nous a contesté le droit à la poursuivre en justice, ce qui lui a été accordé dans un premier temps avant d'être déboutée par la Cour de Cassation. Il y a eu un début d'investigation fait par un juge d'instruction très dynamique qui n'hésitait pas à aller sur le terrain, à recueillir des preuves, à interroger longuement les membres de la société civile et les salariés de Perenco. Curieusement, quand le dossier a commencé à prendre un envol positif, ce juge a été dessaisi de l'affaire

et muté dans la province d'origine d'Ali Bongo Ondimba ! Désormais, depuis près d'un an maintenant, l'affaire est dans les tiroirs. Pour nous, le fait de porter plainte au Gabon était purement symbolique parce que nous connaissons la mainmise du pouvoir sur la justice gabonaise. Depuis deux ans, nous travaillons donc avec des cabinets d'avocats en Angleterre et en France pour véritablement ouvrir des plaintes et poursuivre en justice Perenco.



Bernard Christian Rekoula lors d'une action devant les bureaux de Perenco à Paris le 22 février 2023

### Vous avez aussi mis à jour des détournements impliquant des sociétés françaises autour de la construction de routes. Pouvez-vous m'en dire quelques mots ?

Les détournements de fonds autour des entreprises de construction de routes ou de gros œuvre touchent l'ensemble des sociétés françaises, malaisiennes, indiennes et plus largement d'autres entreprises liées à Delta Synergie, la nébuleuse mise en place par la famille Bongo qui opère dans tous les secteurs d'activité du pays. La « Transgabonaise » fait aujourd'hui couler beaucoup d'encre : officiellement, des travaux sont financés sur des fonds publics internationaux, mais nous apprenons que des fonds privés étrangers sont aussi impliqués et qu'au final, ces routes seront privatisées. Sont impliqués des fonds français, des fonds malaisiens –

en l'occurrence Arise (ex-Olam), un conglomérat de la famille présidentielle et de proches. Officiellement, c'est un projet d'État qui vise à rénover la route nationale 1, qui va de Libreville à Franceville. Financé par la BDEAC (Banque de développement des États d'Afrique centrale), il doit concerner les 700 kilomètres de route. Or, cette route sera exploitée pendant plus de dix ans par la Société autoroutière du Gabon, une société montée de toutes pièces impliquant Arise et un fonds d'investissement français, Meridiam. De plus, il apparaît que les portions de route qui sont ou seront rénovées sont à proximité de la localisation d'entreprises : Arise, entreprises forestières liées à famille présidentielle ou à des proches.

La même chose se passe avec la « première Transgabonaise », le chemin de fer qui est aujourd'hui obsolète. On nous a fait croire qu'il avait été réalisé pour le transport du peuple gabonais. En réalité, ce chemin de fer est la propriété de Comilog, filiale d'Eramet, entreprise-mère française, qui exploite jour et nuit le manganèse gabonais. Si vous filmez cette voie ferrée en journée, vous verrez qu'elle est exploitée à plus de 80% par Comilog. Les habitants en sont réduits, eux, à ne voyager que de nuit. De même, si vous allez sur la nationale 1, vous verrez qu'elle est dégradée de façon effroyable à cause de poids lourds qui jour et nuit transportent des essences – grumes d'okoumé, ozigho, kevazingo, moabi – qui ont 50, 60, 70 ans. C'est encore une grande ironie pour un pays qui se veut être à la pointe de la sauvegarde de l'environnement !

### Début mars 2023 a lieu le « One Forest Summit », un sommet qui a officiellement pour objectif de protéger la forêt équatoriale, avec un volet de sensibilisation des populations à la préservation des forêts et surtout un volet visant à mettre en place de nouveaux mécanismes financiers. Que pensez-vous de ce sommet qui articule des enjeux écologiques et des enjeux politiques pour Ali Bongo et Emmanuel Macron ?

Une grande partie de la société civile et même des partis politiques pense que ce sommet est une mascarade. Dire à la population qu'elle devrait travailler pour la sauve-

1. Perenco est le plus gros producteur de pétrole au Gabon, qu'il exploite avec des méthodes particulièrement néfastes pour l'environnement. Voir aussi l'article de Michael Pauron, « Au Gabon un greenwashing qui sent le brut », Afrique XXI, 05/12/2022

2. Symbole s'il en faut, le directeur-général de Perenco au Gabon vient de se voir remettre l'Ordre national du mérite gabonais, début février 2023 !

garde de l'environnement et de la nature, c'est une grande supercherie ! Nous sommes un peuple de forêt : mieux que tous les autres, mieux que les peuples occidentaux, nous savons quelle est la valeur de la forêt. Nous avons toujours vécu en harmonie avec elle, avec sa faune et sa flore. Jamais une forêt n'a été dévastée ou détruite par des villageois, des autochtones : leur agriculture est une agriculture de subsistance et non industrielle. Jamais par le passé les populations gabonaises n'ont tué des centaines de milliers d'éléphants, ni jamais des éléphants n'ont détruit des plantations d'habitants par centaines comme nous le voyons aujourd'hui. Jamais la forêt n'a été déforestée pour son bois de coupe : dans nos villages, le bois de chauffe est ramassé. Le peuple gabonais n'a pas attendu Monsieur Emmanuel Macron pour respecter la forêt !

Ce sommet, comme d'autres, est organisé pour capter des fonds qui viennent de l'étranger et qui ne vont jamais dans les caisses du trésor gabonais.

Si aujourd'hui le Gabon a un problème lié à l'écologie, c'est surtout à cause des projets industriels lancés par Monsieur Ali Bongo Ondimba depuis qu'il est à la tête du pays, depuis 14 ans. Le Gabon est engagé contre la déforestation mais à ce jour, il produit plus de bois de coupe industriel qu'il ne l'a fait auparavant ! Un article du *Nouveau Gabon* signalait en janvier 2022 que la production avait doublé en dix ans (selon le Trésor français !)<sup>3</sup>. Des pans entiers de forêt sont octroyés à des entreprises françaises ou asiatiques et sont rasés : l'équivalent de plusieurs dizaines de terrains de foot sont détruits chaque jour dans les forêts gabonaises. Le bois est travaillé sur place dans

des usines en pleine forêt, puis acheminé à Libreville par des centaines de camions (dégradant le réseau routier) vers la zone industrielle d'où s'échappent des cheminées des résidus de bois brûlé. Ces faits sont vérifiables à travers nos films et les témoignages des habitants.

Le Gabon est aussi en train de vendre des portions de forêt à des multinationales telles que Total : émettre un permis de pollution à Total, soi-disant pour purifier l'air que Total est en train de polluer dans le monde, quelle aberration ! Ces mécanismes sont mis en place pour continuer à piller le peuple gabonais et fournir un permis de pollution aux entreprises.

La majeure partie des sociétés qui polluent ici au Gabon sont des entreprises françaises : Total, Perenco, Eramet, les filiales d'Areva (devenu Orano). Nous n'avons jamais vu Monsieur Macron pointer ces entreprises. Perenco défraie la chronique au Gabon et ailleurs en Afrique et en Amérique depuis des années, nous ne l'avons jamais entendu s'offusquer du fait que c'est une entreprise française qui est spécialisée dans l'exploitation de puits de pétrole en fin de vie, qui nécessite des process de production polluants. Pire : cette entreprise se domicilie dans des paradis fiscaux. Perenco pollue le Gabon, des milliers d'habitants boivent des eaux polluées aux métaux lourds, aux hydrocarbures. Monsieur Emmanuel Macron n'a jamais fait de voyages au Gabon pour fustiger l'attitude de Perenco ni celle, passive, des autorités gabonaises ! Ce n'est pas de l'écologie ? Ce ne sont pas des êtres humains qui sont en train de s'intoxiquer de façon directe ?

Par le passé, le Gabon a connu un cas similaire, avec la pollution liée à l'exploitation

de l'uranium par Areva à Mounana<sup>4</sup>. Les autorités françaises et gabonaises avaient fermé les yeux. Aujourd'hui, des personnes en meurent encore, des enfants naissent avec des malformations.

Curieusement, c'est à la veille de l'élection présidentielle gabonaise et au lendemain de découvertes majeures de gaz faites par l'entreprise Perenco, au lendemain d'exercices militaires faits par l'armée française et l'armée gabonaise, que Monsieur Emmanuel Macron se sent une âme d'écologiste. La supercherie a assez duré. Nous refusons l'instrumentalisation de la question écologique pour des intérêts purement économiques et personnels.

La France d'Emmanuel Macron et d'autres lobbys français veut dépeindre Monsieur Ali Bongo Ondimba comme quelqu'un de fréquentable ! Monsieur Emmanuel Macron fait fausse route et la société civile et le peuple gabonais se préparent à l'accueillir par des manifestations, un concert de casseroles, des films que nous allons diffuser sur la planète entière.

La France ne peut pas être officiellement le pays des droits de l'Homme et en même temps le pays qui bafoue les droits de l'Homme, qui marche sur les cadavres faits par une dictature qui se maintient par la force des armes depuis plus de 50 ans. Est-ce que la France accepterait qu'une personne mobilise le pouvoir, les ressources, les richesses du pays pour sa famille ?

*Propos recueillis par Juliette Poirson*

3. <https://www.agenceecofin.com/bois/0602-94917-avec-3-7-millions-m3-en-2021-le-gabon-est-le-plus-gros-producteur-de-bois-de-la-zone-cemac> ; un des trois plus gros producteurs de bois est l'entreprise française Rougier

4. Raphaël Granvaud, *Areva en Afrique*, Agone, 2015

## SOUTENEZ-NOUS : ABONNEZ-VOUS !

Pour décrypter la politique de la France en Afrique, retrouvez dans votre boîte aux lettres douze pages d'analyse critique des principaux faits de l'actualité franco-africaine. **Billets d'Afrique** est entièrement réalisé par des bénévoles<sup>1</sup>, militant-e-s au sein de **Survie**, une association qui dénonce la Françafrique depuis 1984.



☐ **OUI, je m'abonne pour un an (soit 11 numéros) à Billets d'Afrique. Je renvoie ce bulletin complété, accompagné de mon paiement à : Survie - 21ter, rue Voltaire - 75011 Paris**

☐ **OUI, je souhaite recevoir Billets d'Afrique au format numérique, par email, plutôt qu'en papier.**

nom :

prénom :

adresse :

CP :

ville :

email :

**TARIFS** France 25€, Petits budgets 20€, Étranger et outre-mer 30€

Modalités de paiement : chèque à l'ordre de Survie - Virement bancaire IBAN : FR76 4255 9100 0008 coopératif, précisez l'objet sur l'ordre de virement - Vous pouvez aussi payer en 4 échéances prélèvement automatique, nous contacter : [contact@survie.org](mailto:contact@survie.org) (+33)9.53.14.49.74

<sup>1</sup> La parution dépend des contraintes dues au bénévolat : les numéros peuvent prendre du retard.